



EDITION 2020

Repenser la solidarité et la coopération internationale

L'ACCES AUX SERVICES ESSENTIELS POUR DES PROJETS RESILIENTS

“Nous nous félicitons que le Sommet de Johannesburg ait été axé sur l’indivisibilité de la dignité humaine et nous sommes résolus à accroître rapidement [...] l’accès à des biens ou services aussi élémentaires qu’une eau salubre, des systèmes d’assainissement, un logement convenable, l’énergie, les soins de santé, la sécurité alimentaire et la protection de la biodiversité” signaient les *“représentants des peuples du monde”* réunis au Sommet mondial pour la Terre en 2002. La Déclaration de Johannesburg renforce ainsi l’élan de la coopération internationale vers l’amélioration de l’accès aux services essentiels, qui sont les services indispensables à une vie digne et décente, tels que l’eau, l’assainissement, les énergies, mais aussi l’habitat, l’éducation ou encore la santé. Les enjeux de l’accès aux services essentiels sont inscrits dans les lignes d’action des acteurs mondiaux de la coopération internationale, prenant une place fondamentale dans les Objectifs de Développement Durable définis par l’ONU pour 2030 (ODD 3, ODD 4, ODD 6, ODD 7 et ODD 11 en particulier).

Ces derniers mois, la crise sanitaire et ses conséquences s’est retrouvée au cœur des préoccupations des acteurs de la coopération internationale et de leurs partenaires. Les problèmes de financement, d’activités ralenties voire suspendues, l’accélération des difficultés sociales, sanitaires ou économiques de certaines populations etc. sont autant de problématiques qui ont pu mettre les acteurs de la coopération internationale en difficulté. Surtout, la crise sanitaire a révélé le manque de résistance de certaines structures d’accès aux services essentiels. Les services essentiels sont complémentaires et inséparables – comment se désinfecter les mains, un des principaux vecteurs de transmission du virus, sans accès à l’eau dans les habitations ou les écoles ? - et la nécessité de permettre un accès pérenne à tous ces services a donc été particulièrement mise en lumière cette année. Une telle crise invite à repenser les projets à venir en faveur d’activités liées aux services essentiels pour appuyer leur résilience. Par exemple, développer des activités liées à l’eau et à l’assainissement, afin de permettre, entre autres, d’éviter les risques d’accumulation de problèmes sanitaires, sociaux, économiques ou écologiques. Il s’avère indispensable de connaître les bonnes pratiques pour avancer non seulement dans l’accès mais aussi dans la pérennité des services, malgré un environnement sanitaire dégradé. L’eau et l’as-

sainissement est, bien entendu, une thématique essentielle de la santé mais les acteurs de la coopération internationale peuvent également engager une réflexion autour de l'inclusion de l'accès à des soins médicaux, de la sécurité alimentaire, de l'éducation, etc... Une telle crise, floute la ligne qui sépare les projets d'urgence et de développement C'est parfois à une réelle réorientation des projets en contexte d'urgence qu'ont dû réfléchir les différents partenaires de la coopération internationale : en réadaptant, de manière agile, une majorité de leurs activités et en réinventant les relations avec leurs partenaires. Des appels à projets et soutiens financiers spécifiques à la lutte contre la pandémie ont ainsi été développés. Les porteurs de ces "projets Covid" ont bénéficié du soutien de bailleurs et d'organisations tant locaux qu'internationaux. Il semble donc désormais indispensable d'inclure ce risque au sein de son projet de coopération internationale et donc de questionner continuellement l'accès aux services essentiels. En effet, avec des projets plus résilients, l'objectif est multiple : il s'agit d'assurer la continuité de l'accès aux services essentiels, qui ont un lien direct ou indirect avec la crise , tout en faisant place à des projets spécifiquement consacrés à la réponse à l'urgence.

Au sein des CLES pour l'international 2020

- **Conférence : Les conséquences sociales de la pandémie de Covid-19 en Afrique**
BARRIER Jacques, Professeur émérite de l'Université de Nantes (France), ancien Président du Conseil pédagogique de la CIDMEF, ancien président de la Fédération des Spécialités Médicales (France) et représentant du groupe de réflexion COVID Afrique U
- **Atelier « Inclure des activités liées à l'eau et l'assainissement dans un contexte sanitaire dégradé »**
avec Vincent Dussaux, Responsable de Programme à PSEAU – Programme Solidarité Eau
- **Atelier « Réorienter ses activités en situation d'urgence sanitaire »**
avec Carole Mercier-Joyeux, responsable Tunisie et Palestine et adjointe au chef du service au service international du conseil départemental de Loire-Atlantique
- **Atelier « Adapter son microprojet à la lutte contre l'épidémie de Covid-19 »**
avec Cécile Vilnet, Responsable du pôle Microprojets de la Guilde européenne du Raid
- **Atelier « Renforcer ses activités liées à la santé en situation d'urgence »**
avec Florian Perrudin, directeur de l'association Essentiel International

Pour en savoir plus

- Fiches de bonnes pratiques de l'Agence des microprojets : La mise en œuvre et la pérennité d'un microprojet d'accès à la santé (M. Laliq, 2016) e tComment contribuer à lutter contre l'épidémie de coronavirus à l'échelle d'un microprojet ? (2020)
- Mémento de l'assainissement. Mettre en oeuvre un service d'assainissement complet, durable et adapté (M. Santi, S. Oddo, J.-M. Ily, T. Le Jeune [Gret] sous la coordination de J. Gabert [Gret], 2017
- Guide pratique « Potabilisation des eaux de surface en Afrique de l'Ouest » (F. David (coordinateur), K. Diop, A. Sanchez Riquelme, F. Nault, S. Achouline, M.Le Corre, 2020).
- Ressources de Coordination Sud, ses membres et ses partenaires
- Ressources de la Fondation pour les études et recherches sur le développement international: la FERDI partage de nombreuses publications qu'elle a produites ou auxquelles elle a participé, notamment sur les énergies durables, la santé ou l'éducation.